

7^e SÉRIE. 2^e VOL. — N^o 13.

33^e ANNÉE. - Janvier 1927.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

Le Mythe de l'or et l'anarchie mondiale.
L'Oliganthropie française (II).
Revue des opinions, des faits et des idées.
Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 38 pages : 1 fr. 25

ADMINISTRATION & RÉDACTION :

Georges DEHERME, à Aups (Var)

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

LE MYTHE DE L'OR ET L'ANARCHIE MONDIALE

Depuis longtemps la France n'a plus de gouvernement national. Ses prétendus dirigeants, bien bridés, ne peuvent que tirer la guimbarde de l'État à *yes* et à *ya*, selon la provenance du picotin qu'ils ont élu ou la vigueur du fouet qui les cingle.

Mais ce n'est là encore que l'anarchie au premier degré. Un peuple se peut reprendre, guérir. Une grande secousse, un chef énergique, exalté par les événements, suffisent.

Or il y a eu l'affreuse tourmente de la guerre, avec ses souffrances, ses ruines, ses deuils, il y a eu la victoire. Enfin, jusqu'ici, en France, jamais l'homme n'avait manqué aux circonstances. Néanmoins la réaction vitale ne s'est pas produite. On ne voit apparaître aucune velléité de résistance. La destructrice et mortelle démocratie infecte tout l'être collectif. Le plus sage même fait sa part au virus en limitant son opposition à l'organe politique, comme si la santé de l'économique, du social et du mental n'était point aussi nécessaire à la vie de l'ensemble.

Ce démenti à la logique de l'histoire, à la raison française, à l'instinct profond de la conser-

vation et de l'expansion comme au besoin essentiel de solidarité et de continuité resterait inexplicable si l'on ne reconnaissait pas que l'anarchie s'est terriblement aggravée en s'étendant et en s'approfondissant.

Avec un gouvernement rudement despotique, un État qui s'enfermerait jalousement dans ses frontières pourrait, à la rigueur, maintenir un ordre temporaire ; mais il n'en saurait être de même pour l'Humanité. Rien ne s'y peut régler que par l'esprit.

Ce qui atteste que l'anarchie s'est universalisée, ce n'est point seulement le désordre matériel, le conflit permanent des cupidités, des ambitions ethniques et les violences qui s'ensuivent, ni même le paupérisme, la famine, les menaces de la barbarie reparue ; mais ce dont personne ne se préoccupe : la confusion du temporel et du spirituel qui provoque l'absorption de celui-ci par celui-là.

Cette usurpation a été singulièrement favorisée par l'abdication de fait, prématurée, puisque aucune autre n'était en mesure de leur succéder, des spiritualités déclinantes.

Ainsi, plus de gouvernement moral. Rien ne s'oppose désormais aux déviations du sentiment, rien ne contient plus les divagations de l'intelligence.

Les intellectuels qui eussent dû et pu être les instituteurs d'une doctrine régénératrice se sont vautrés dans les plus abjectes simonies.

Les femmes ont brisé leur sceptre de grâce. Elles ont trahi l'amour. Elles ont renoncé la maternité sanctifiante.

Le prolétariat paysan et ouvrier, lui, s'est tourné contre sa propre cause. Par l'internationalisme révolutionnaire, il veut faire prévaloir la force brute du nombre sur l'influence décisive de l'opinion éclairée. Et seulement, à l'exemple des indignes dirigeants de l'heure, pour les seules jouissances qu'il imagine pouvoir se procurer avec un peu plus d'or. Il se dégrade en ne cédant plus qu'à la plus dure coercition. Il y a déjà perdu son indépendance, son insouciance joyeuse et même son réel bien-être.

Auguste Comte, d'après les prodromes que personne n'apercevait de son temps, disait que c'était là « une véritable et immense rétrogradation vers la barbarie ».

Ainsi donc, la Société des nations est le symptôme le plus inquiétant de l'anarchie au troisième degré. C'est la boîte de Pandore, entr'ouverte déjà et que la bancocratie qui en dispose est impatiente d'ouvrir tout à fait.

La Société des nations paraît prétendre à régler par des chiffons de papier ce qui ne peut l'être que par les opinions dirigées et les mœurs reconstituées. La vérité, c'est qu'elle n'est qu'un moyen hypocrite des forces matérielles pour dominer. Elle dissimule cela sous une phraséologie qui ne laisse pas de faire illusion aux imbéciles. A Genève, on tue l'Humanité, c'est-à-dire

l'esprit universalisé, suivant la méthode musicale des assassins de Fualdès. Seulement le violoncelle des discours remplace l'orgue crapuleux.

Mais le succès trop facile et l'impunité persistante rendent téméraires. L'imprudent et l'impudent *Manifeste des banquiers* que les journaux ont reproduit en témoignage. Inspiré par les Boches, élaboré à Londres, il était signé par de nombreux banquiers, industriels et commerçants de ces pays : Autriche, Belgique, Tchécoslovaquie, Danemark, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, États-Unis. Quelques-uns d'entre eux, devant la stupeur suscitée, firent des réserves ; mais le caractère monstrueusement matérialiste de ce caricatural concile œcuménique n'en est pas moins significatif.

Cet écrit est donc un aveu inconscient des ambitions vésaniques de la ploutocratie internationale, et, par là, il a une précieuse valeur clinique. Encore qu'il semble ne pas avoir eu de résultats pratiques, cette tentative marque un moment de l'histoire. Et le paroxysme de la démence occidentale.

Jamais on n'avait proclamé avec tant d'effronterie la subordination de la qualité à la quantité, de l'idée à l'argent, l'asservissement ignominieux de l'homme à la chose. Les chimériques entreprises des grands capitaines, l'esclavage même étaient plus humains.

Dans le même courant calamiteux, il convient de citer aussi la formation, après deux ans de conciliabules, du cartel de l'acier et de la fonte qui sera suivi prochainement de quelques autres, notamment de celui du cuivre.

M. Louzon, dans *la Révolution prolétarienne*, le fait judicieusement remarquer :

« Malgré l'absence apparente de l'Amérique, c'est en réalité sous les auspices de celle-ci que se sont constitués ces cartels et c'est sous sa direction qu'ils fonctionneront...

« Cette date du 30 septembre 1926 à laquelle a été signé le cartel de l'acier sera une date fondamentale de l'histoire, infiniment plus fondamentale que celle du Traité de Versailles ou d'un quelconque instrument diplomatique. Elle marque, en effet, l'acte décisif par lequel le monopole s'installe dans la branche maîtresse de l'industrie moderne !...

« Maintenant que voilà la métallurgie continentale unifiée, maintenant que Lorraine, Ruhr, Silésie vont régler d'un commun accord leur production, maintenant que le continent européen ne va plus former, pour l'aliment essentiel de la civilisation moderne, qu'un même organisme, le saut décisif est accompli ; toutes celles des grandes industries qui ne sont pas encore monopolisées vont suivre l'exemple : dans quelques années l'industriel qui ne sera point incorporé à une organisation internationale de la production aura juste autant d'importance dans la vie économique et sociale qu'en a actuellement l'artisan, travaillant de ses mains, dans son échoppe ; il ne sera plus qu'un témoin des âges passés. »

Les révolutionnaires ont raison de s'en réjouir. C'est bien là une étape décisive vers le commu-

nisme. Car le communisme n'est qu'une tentative d'unification matérielle par la violence systématique, — la plus funeste chimère que l'ignorance ou la folie des hommes ait jamais pu imaginer.

Ainsi se prépare une tyrannie abjecte, et d'autant plus féroce qu'elle sera celle des choses anonymes, irresponsables et insensibles.

Plus on « organise » internationalement le temporel, plus on accroît le désordre. En rendant plus puissantes les forces matérielles, on affaiblit d'autant la résistance de l'esprit pacifiant, des digues morales.

Cette régression, sans doute, est due à la carence d'une doctrine directrice; mais la rapidité effrayante de sa marche doit être imputée à l'absurde fiction de la monnaie-or.

Quelques sophistes ont parlé de l'importance capitale des mythes en sociologie. C'est une vue très superficielle et qui ne résiste pas à un examen quelque peu attentif du procès historique. Au surplus, ces rhéteurs sont portés à considérer comme des mythes, précisément, les vraies réalités sociales organiques.

Ce nonobstant, il est indéniable que le mythe de l'étalon-or est, présentement, un des facteurs les plus énergiques de l'anarchie mondiale. C'est qu'on ne saurait considérer comme une loi ce qui n'est qu'un phénomène morbide contingent. Les civilisations saines et florissantes, en restant soumises aux lois de la vie collective, rejettent

les éléments parasitaires et pathologiques, et donc les mythes. Ceux-ci ne jouent un rôle que dans les sociétés en décomposition. C'est le délire de l'agonie.

Il en est de même pour la conception matérialiste de l'histoire. Quoique subtiles et le plus souvent obscures (peut-être volontairement), les théories de Karl Marx sont superficielles ou erronées dans leur ensemble. Néanmoins, elles découvrent assez bien les relations du mal exceptionnel dont elles sont une expression intellectuelle.

Ainsi, il est évident que la cause efficiente de la guerre du droit, avec ses dix millions de tués et ses dix millions de blessés et mutilés, est l'excessive production industrielle de plus en plus internationalisée et toujours plus stimulée par le mythe de l'or. Et l'effet n'a pu qu'accroître énormément la cause. La peste démocratique ne se guérit pas spontanément.

L'extension tératologique de l'industrie élimine l'agriculture. Les choses absorbent les êtres.

Pour 15 millions d'ouvriers avec, actuellement, 2 millions de chômeurs, il n'y a plus que 2 millions et demi d'agriculteurs en Grande-Bretagne. Nos très chers Alliés ne pourraient, sur leur fonds, par leurs propres moyens, se sustenter plus de deux ou trois mois. C'est pourquoi, sans doute, ils cherchent à se faire nourrir par nos paysans.

Mais la France elle-même est engagée dans cette voie de catastrophe. Les terres en friche s'étendent. Il n'y a guère plus que 5 millions de cultivateurs dont une partie sont des amateurs. La dangereuse immigration ne suffit pas.

Une de mes lectrices des Landes qui sait observer m'écrit :

« Si vous voyiez ici la mise à mort des pins par une exploitation à outrance de la résine, c'est un affolement au travail, hommes, femmes, enfants, y ont été employés tout l'été de la pointe du jour à la nuit close. De l'appréciation d'un vieux régisseur de propriétés qui a l'habitude du résinage, c'est un vent de vandalisme qui a soufflé sur les Landes. Ah ! le joli héritage que trouveront nos neveux, je ne dis pas que nous leur laisserons, car ils ne trouveront que ce que nous n'aurons pas eu le temps de détruire, de gaspiller pour jouir toujours plus.

« Après le résinage où les pins sont saignés à mort, c'est l'abattage à outrance, et les Français, ne pouvant pas aller assez vite à détruire, les étrangers ont afflué pour les aider. Espagnols, Portugais, Italiens sont arrivés en masse, une masse même inquiétante. Les vols et les risques commencent, et l'on réclame des gendarmes !

« Un garde forestier nous disait ces jours-ci qu'il était effrayé de voir ce qu'il devait voir sans rien dire. « Les gardes forestiers ne servent plus à rien, nous dit-il, il leur est, pour ainsi dire, interdit de faire des procès-verbaux — ces pièces sont immédiatement arrêtées en route : pas d'affaires, pas de sanctions ! »

« Une immense papeterie se monte à 3 kil. de nous, avec des capitaux français ; ce sera, dit-on, l'une des plus importantes en Europe : elle est dirigée par des hommes du Nord à l'allure de Boches. On y élimine, autant

qu'il se peut, les ouvriers français, — « trop fortes têtes » disent les chefs. Quel abattage de bois l'on va faire !.. »

Partout on déboise pour faire de l'argent et payer les impôts.

On a cité des régions où l'on ne trouve plus de lait pour les enfants et les malades parce que la vente du fromage est plus avantageuse. Les emblavures se réduisent chaque année parce que la main-d'œuvre manque et, surtout, parce que d'autres cultures, notamment celle des fleurs pour les parfumeries, rapportent davantage. On porte des bas et des chaussettes de soie; mais l'on mange un pain frelaté, et beaucoup de logements sont des taudis. Cette année, le déficit du blé est considérable. La récolte ne dépasse pas 70 millions de quintaux, alors que, de 1903 à 1913, la moyenne avait été de 90 millions de quintaux. Or les besoins normaux dépassent 100 millions de quintaux.

Néanmoins, abêtis par le mythe de l'or, industriels et financiers encouragent « la lutte contre la vie chère » afin d'augmenter leurs bénéfices au détriment des agriculteurs. Cela ne peut que précipiter la désertion des campagnes.

Dans un intéressant article de la *C. G. V.*, organe de la Confédération générale des vignerons, M. Gustave Coste écrit :

« Après les États-Unis, le Canada s'est industrialisé, et en 1923, nous entendions avec surprise au moment de la visite du Train canadien, le chef de la mission

nous déclarer : « Vous ne connaissiez jusqu'à présent
« le Canada que comme un grand pays agricole : il est
« devenu aujourd'hui un grand pays industriel, et sa
« production industrielle est arrivée à dépasser sa pro-
« duction agricole. » Le Train canadien venait, en effet,
nous présenter les échantillons de la production indu-
strielle du Canada, en vue de son exportation en France !

« Chose plus grave encore, l'industrie moderne pre-
nait possession de l'Inde et de la Chine et créait dans
ces pays d'immenses usines; récemment on nous par-
lait à Shanghai, à Calcutta de grèves englobant des
50.000, des 100.000 ouvriers; il y a quelques jours, la
presse nous informait qu'au Japon, dans un quartier de
quelque ville, un incendie avait dévoré une centaine
d'usines. Allons maintenant vendre dans ces pays-là
nos machines, nos tissus, et même nos bateaux et nos
canons !...

« De là un plan concerté pour avilir par tous les
moyens possibles le prix des denrées agricoles : retour
complet au système de 1860 et abolition des droits qui
avaient été rétablis, aggravation même de ce système
par des prohibitions d'exportation ou des droits de
sortie atteignant jusqu'à 40 0/0 de la valeur du produit.

« Pour arriver à remplir ses usines continuellement
agrandies, l'industrie s'est appliquée à vider encore
mieux nos campagnes : camions automobiles allant
chercher au loin l'ouvrier, abonnements de chemin de
fer à des prix dérisoires, qui ont coûté au contribuable
des centaines de millions pour aller rafler les derniers
ouvriers agricoles de la région parisienne, notre gre-
nier national. On se plaint maintenant de cherté du blé ;
si le blé manque à l'homme, c'est que l'homme manque
au blé, et le Gouvernement comme l'industrie, a tout
fait pour y parvenir. »

Tout est à contre sens de l'humain. Alors qu'il

y a un gaspillage effréné des matières d'extraction du sous-sol qui sont en quantité limitée et s'épuiseront en un siècle ou deux, on s'applique à restreindre, quand ce n'est pas à détruire, la production de ce qui peut être indéfiniment renouvelé et multiplié par le travail, de ce qui est, précisément, le plus directement utile à l'homme : le coton, par exemple. Car il s'agit surtout de hausser de plus en plus les prix. L'homme abruti par l'industrialisation internationalisée ne recherche plus son bien-être, sa joie, son indépendance, son perfectionnement ; mais quelques bribes du métal sacré représentées en papier.

Cette année, il y a eu, aux États-Unis, un véritable krach du coton, la récolte, trop abondante, ayant atteint 16.500.000 de balles, ce qui porte à 18 millions de balles la production terrestre, alors que la consommation n'est que de 15 millions de balles. Cependant il y a, dans le paradis bolchévique des centaines de mille d'enfants qui errent à l'aventure dans l'immense Russie, presque nus, par des froids terribles.

Mais les banquiers internationaux ont d'autres soucis. Les prix du coton qui étaient, avant la guerre, de 13 à 16 cents la livre anglaise avaient monté à 44 cents en 1919-20 pour revenir à 37 cents en 1926. Ils viennent de s'écrouler à 18 cents, puis à 13 cents, encore que le dollar — le dollar-or ! — ait perdu 60/00 de son pouvoir d'achat.

Je ne puis mieux faire ici que de reproduire

un long extrait d'un article de M. Albert Despaux, paru dans *l'Information* :

« Pour réagir contre la dépréciation du coton, les banquiers du Texas ont proposé, à la fin du mois dernier, de constituer une masse de manœuvre de 100 millions de dollars, pour retirer un million de balles de coton de la circulation, et d'obliger les producteurs à réduire la surface plantée de 25 0/0 pour la prochaine récolte. Cette suggestion vient d'être approuvée par l'American Cotton Association, qui a même élevé à 3 millions de balles la masse de coton à retirer du marché. D'autre part, les cultivateurs qui s'engageraient à ne pas planter de coton pour 1927 recevraient une avance de 70 0/0 de la valeur de leur récolte en 1926 ; ceux qui réduiraient leurs ensemencements de moitié et retireraient du marché la moitié de leur récolte de 1926 recevraient des avances de 50 0/0 ; ceux qui réduiraient leurs ensemencements d'un tiers recevraient une avance proportionnelle.

« Ce régime est beaucoup plus rigoureux que la simple réduction obligatoire des récoltes de cannes de 10 0/0, imposée à Cuba, au début de cette année, pour arrêter la baisse du sucre qui, effectivement, s'est déjà redressé du cours de 2 cents environ la livre à près de 3 cents. Il est aussi plus énergique que la réglementation de la production projetée par la Copper Export Association, qui tend seulement à stabiliser les cours du cuivre aux environs de 15 cents la livre.

« Ce système s'apparente aussi au plan Stevenson qui a ménagé, l'an dernier, au caoutchouc une hausse irrésistible, le portant d'un seul coup, de 1 à 4 sh. la livre.

« Les États-Unis, gros consommateurs et non producteurs de caoutchouc, protestèrent alors très vivement. Le ministre du Commerce Hoover condamna sévèrement toute politique tendant à régir le marché

d'une marchandise en portant atteinte au libre jeu de l'offre et de la demande. Il réprouva la hausse du caoutchouc, du café, de la potasse, obtenue par de tels procédés. Comme la Grande-Bretagne est, actuellement, envers les États-Unis d'une déférence qu'explique la fragilité des cours de la livre, le caoutchouc retomba alors, immédiatement, à moins de 2 sh.

« Aujourd'hui, il se trouve que les États-Unis pratiquent eux-mêmes, parce qu'elle leur est avantageuse, la tactique qu'ils désapprouvaient quand elle devait leur être préjudiciable. Ils s'efforcent, sans vergogne, de provoquer la hausse du coton, du sucre et du cuivre, par les procédés qui leur paraissaient odieux quand ils étaient appliqués au caoutchouc, au café et à la potasse. Mais ne réclament-ils pas aussi le règlement scrupuleux des dettes interalliées, alors que huit de leurs États ont répudié leurs dettes après la guerre de Sécession, alors que les banqueroutes ont été innombrables chez-eux au XIX^e siècle, alors que la République d'Haïti, qui est sous leur contrôle, refuse de payer en or les coupons de ses créanciers français comme elle les paye à ses autres créanciers. « Faites ce que je dis et non ce que je fais », recommande un proverbe.

« A la vérité, d'ailleurs, les États-Unis ont peut-être besoin de la cherté du coton pour tenir les cours du dollar. Les exportations de coton représentent, en effet, un élément important de leur commerce extérieur, fournissent un cinquième environ des exportations et atteignent près d'un milliard de dollars. Elles se sont chiffrées, ces deux dernières années par 8 millions de balles, une baisse de 10 cents par balle creuserait un trou de 800 millions de dollars dans la balance commerciale des États-Unis. Or, si cette balance a été en excédent, en 1925, de 700 millions de dollars, elle risque d'être en déficit cette année. Que deviendrait le dollar s'il était affligé de cette disgrâce et quel autre

prétexte pourraient alors trouver les banquiers de New-York pour prétendre à régenter le monde ? »

C'est donc bien au mythe de l'or qu'il faut attribuer les conséquences économiques et sociales les plus pernicieuses de l'anarchie universelle organisée par les banquiers.

Le doublement, en un siècle, de la population du globe et, surtout, l'extension des transactions économiques, des transports, des besoins ont rendu l'or impropre à la fonction monétaire qu'il pouvait remplir convenablement il y a deux mille ans. Étant de plus en plus en quantité insuffisante, il peut être accaparé. Il est donc accaparé et monopolisé par quelques banquiers. Et c'est par cette monstrueuse monopolisation que les activités productrices sont détournées de leurs fins, que les travailleurs sont exploités, et les peuples affamés et asservis.

Comme tout ce qui est inapte à remplir sa fonction essentielle, l'or s'est emparé de tous les pouvoirs. Il en use, mésuse et abuse. Maintenant, il usurpe même sur le spirituel. Ceux-là même, individus, classes ou États, qui croient, par l'or, exercer leur puissance ne sont que ses instruments. C'est un mythe, sans guidon, sans frein, sans raison, sans but, qui mène le monde.

De niais théoriciens croient que l'industrialisation à outrance, qui a pour corollaire l'abandon de l'agriculture nourricière, va susciter une prospérité inouïe et fonder la paix définitive par

la spécialisation de la production et l'interdépendance des peuples qui en résultera.

Ils saluent avec lyrisme cette aurore enchantée des temps nouveaux dont nous avons eu déjà, avec la récente guerre, un si suave avant-goût ! Hélas ! de même que, dans la sphère nationale, les citoyens conscients et votant bien se spécialisent de plus en plus dans le seul exercice de détacher des coupons de rente, de fabriquer des romans, de jouer à la Bourse, de prononcer des discours et d'élaborer des combines lucratives, de même les peuples agricoles se lassent rapidement de nous alimenter pour s'évertuer, eux aussi, à s'attirer les grâces de l'or-fétiche.

« Le père de la gloire et de la félicité, c'est le travail », disait Euripide. Aujourd'hui, le travail est redevenu le père de la misère et de la honte. Il a repris tout son sens étymologique. Il est une entrave, une gêne, un supplice. On ne s'y astreint plus que forcé. Par la faim. De là, il n'y a pas loin à l'esclavage qui fit à tout le moins, jadis, l'éducation de la discipline et de l'effort utile. Et moins loin encore à la révolte des multitudes décérébrées, aux invasions de Barbares. Car le parasitisme ne se peut généraliser, même quand la démocratie coule à pleins bords.

G. D.

L'OLIGANTHROPIE FRANÇAISE

II

LA DOTATION NATIONALE

M. le colonel Biottot me fait remarquer que j'ai omis, parmi les expédients qui peuvent être essayés pour enrayer la dénatalité, son projet de dotation nationale.

Ce projet, en effet, vaut d'être examiné.

D'une étude sur « la politique de la population » qu'a bien voulu me communiquer le colonel Biottot, il convient de retenir cette conclusion :

« Révérer, restaurer la famille, la regrouper en association d'intérêts identiques qui lui rendent la solidarité chère et habituelle, qui deviennent autant de foyers, de temples de la morale, des vertus premières, qui remettent en honneur la loi de vie, de toujours plus de vie, voilà une institution qui vaut, certes, qu'on la subventionne généreusement ; c'est la clef de voûte d'une politique de la population, de la résurrection française. Mais il ne faut pas que, dans les associations, nombre de familles mettent à trop rude épreuve la solidarité de leurs sœurs. La caisse de la natalité est pour y veiller.

« A cet effet, nous proposons qu'elle constitue à chaque famille, au jour où elle se forme, une assurance de grande natalité, de taux fixé et mentionné sur le livret de famille. Cette assurance permettrait à l'État une sorte d'adoption temporaire par l'entretien de tout enfant à compter du quatrième, de sa naissance à sa quinzième année.

« On nous affirme qu'une compagnie d'assurances, recevant de l'État, à toute naissance, une somme de 300 ou 400 francs, pour-

rait se charger avantageusement, même si la mortalité infantile devait fléchir encore, ce qu'on est en droit d'espérer, de tous les frais d'accouchement, d'entretien, d'instruction, jusqu'à quinze ans, de nos enfants surnuméraires. *Des mutualités de familles seraient sans doute plus indiquées* ; mais elles sont à créer.

« Quoi qu'il en soit de cette suggestion que nous livrons à l'étude de nos actuaires, nous l'estimons logique. Il appartient à l'entreprise sociale, endosseuse des conditions de l'existence, de pourvoir aux difficultés que ces conditions ont introduites dans la satisfaction au premier intérêt, au premier besoin social et humain, la grande natalité. »

Il est évident que, malgré le taux élevé de la mortalité et de la mortalité infantile en France, les sommes indiquées ici, 300 et 400 francs, sont insuffisantes. Il faut les décupler, c'est-à-dire ajouter un zéro. Ce n'est pas une impossibilité.

L'objection la plus grave porte sur le recours à l'État, le renforcement de l'étatisme qui est, précisément, une des causes profondes de l'oliganthropie française. D'ailleurs, l'auteur du projet n'est pas sans en avoir le sentiment, car il s'empresse d'ajouter que « des mutualités de familles » seraient plus indiquées pour constituer cette Caisse de la natalité. Mais ne serait-ce point, tout d'abord, pour ces familles, une trop lourde charge ? Sans doute, l'étatisme ne l'allègerait point, au contraire ; mais il la dissimulerait. Il faut rendre cette justice à l'État, surtout démocratique, toujours et de plus en plus obéré, qu'il a le génie du camouflage financier.

Faut-il donc rejeter ce projet ? — Non pas. Car il peut être réalisé sans recourir à l'État ni sans exiger trop de la prévoyance personnelle.

Ce sera par le crédit, et le crédit gratuit dont peut nous doter une monnaie scientifique.

Dans sa « politique de la population », le colonel Biottot fait judicieusement remarquer que l'enfant

représente un capital-vie. Or tout capital est reproductif et peut en appeler au crédit.

En instaurant une monnaie positive, émise et garantie par un organisme économique et financier, indépendant de l'État dilapidateur, émanant de toutes les grandes forces de l'activité nationale, on peut aisément faire une part à la Caisse de la natalité.

Ce serait instituer, avec la monnaie-travail-produit-sol-intelligence, la monnaie-vie. Cette contre-partie n'est-elle pas plus positive que celle d'un mythe, d'un fétiche, d'un métal quasi inutile et stérile ?

Mais, pour cela, il faut que la France ait des dirigeants qui gouvernent, non plus, dans l'incohérence des intérêts antagoniques, au jour le jour, mais au siècle le siècle. Ce qui suppose au préalable la guérison de la peste démocratique.

G. D.

REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDEES

LA BANQUEROUTE FRAUDULEUSE DES GRANDES COMPAGNIES

Sous ce titre : « le scandale des permis », *Aux Écoutes*,
publie cet entrefilet :

« Naguère encore on ne trouvait de porteurs de « permis »
qu'en premières. Aujourd'hui, les secondes classes en sont
pleines.

« Nous avons vu de nos yeux, dans un rapide se dirigeant
vers la Côte d'Azur, quatre Anglais *tendre* au contrôleur des
billets de cette nature. Où les achètent-ils ? Et qui fait un pareil
commerce ?

« Il serait bon de l'arrêter à une époque où les Compagnies
accusent un déficit astronomique et ont considérablement
augmenté leurs tarifs.

« Qui donc délivre avec tant de générosité ces titres de par-
cours, comme on dit dans les Compagnies ?

« Et les Compagnies savent-elles que des *étrangers*, nous disons
bien : *des étrangers*, voyagent avec des billets dits « gratuits »
de la catégorie A, c'est-à-dire des permis de presse ? »

Le fait est amusant ; mais le commentaire n'est pas
justifié. Au P.-L.-M., les Anglais ne sont nullement des
étrangers. Ils y ont un pied, sinon deux, C'est-à-dire
un droit de contrôle. Alors, ils se servent. « Le
scandale des permis » n'en subsiste pas moins. Ils
dénoncent le caractère frauduleux de la banqueroute
des Grandes Compagnies, surtout du P.-L.-M. dont les
porteurs d'obligations ont été volés de 90 0/0 de leurs
capitaux et de 80 0/0 de leurs revenus.

Des poteaux ! des potences !...

LA BÊTISE SE PAYE

Récemment, à propos des « touristes américains », M. Maurice de Waleffe commentait dans *Paris-Midi* un curieux article d'un Georges Sylvestre Viereck paru dans le *New-York Evening Graphic*.

Voici, en substance, ce que dit cet « écrivain germano-américain que distingua jadis l'amitié de Guillaume II » :

« — J'achète ici, pour 60 cents (20 francs) une cravate qui me coûterait à New-York 3 dollars (cent francs) et pour deux dollars un chapeau de cinq dollars (175 francs). Le tailleur chez qui j'entre acheter un complet en *shantoung* me demande timidement 25 dollars, en m'expliquant que si lui-même devait acheter ce *shantoung* aujourd'hui, il serait obligé de me compter le costume plus cher encore. Je le crois bien ! Le vrai prix de ce costume est de 125 dollars à New-York. Et mon imbécile à tête de bois (*sic*) est incapable de calculer qu'il va travailler à perte, car avec le papier que je lui donnerai pour son travail il sera incapable de racheter seulement la même étoffe !

« Notre Germano-Américain rit à gorge déployée des chauffeurs de taxi qu'il voit compter la recette du jour sur leur siège, croyant avoir bien gagné leur vie :

« — Pour cinq ou six cents, ils vous emmènent à la sortie du spectacle vers les restaurants de nuit. Les taxis sont la chose à meilleur marché dans Paris. Mais les théâtres aussi sont à un bon marché incroyable : un dollar et demi le fauteuil ! En sorte que le plus pauvre étudiant américain peut se payer le Casino ou les Folies-Bergère !

« Heureusement, cette orgie générale sera brève ! Notre ruine est proche et fatale. Une ville où il est difficile de dépenser plus d'un dollar pour son repas, où des vins excellents se donnent pour un quart de dollar, où le cocktail ne coûte dans les premiers hôtels que 12 cents et demi, est une ville où tout le monde travaille à perte sans s'en douter. Et qui sera finalement obligé de solder la différence entre le prix vrai des choses et les prix artificiels, maintenus à l'intérieur ? C'est l'État, qui s'en tire en ne payant pas ses dettes.

« — « Le cocktail que je bois pour 12 cents et demi », écrit

cet excellent homme, est payé moitié par les petits rentiers, veuves et orphelins français, et moitié par l'oncle Sam. Tous les citoyens américains payent indirectement pour me permettre d'acheter ici des costumes de 125 dollars pour 25 dollars !

« Ce paradis de fous (*a fool's paradise*) qu'est la France de 1926, qui scandalise l'univers, et le démoralise, n'aura qu'un temps : Le réveil bientôt sonnera.

« Les Allemands ont passé par là, mais ils se sont réveillés à temps, tandis que les Français, moins consciencieux, refusent d'admettre qu'on doit payer pour une victoire comme pour une défaite. Ils prétendent s'amuser et danser (*sic*) pendant qu'on déménage leur pays. Et notre Germano-Américain d'appeler ses compatriotes au pillage : Qui veut acheter Paris ! Qui veut acheter la France ? »

Mais qui la met à l'encan ?

Quoiqu'en pense M. de Waleffe, la haine de ce Germano-Américain n'est pas sans clairvoyance.

Il n'y a pas de victoire qui tienne. La bêtise, d'abord, doit se payer.

La bureaucratie anglo-saxonne ayant soudoyé de mille manières nos politiciens, nos administrateurs et notre presse, l'imbécile superstition de l'or n'a plus que des prêtres, des sacrificateurs et des dévots. Il est donc loisible à ceux qui détiennent la majeure partie de ce métal de faire parler le dieu en leur faveur et d'asservir, d'exploiter, de piller un pays comme la France, qui n'a que ses merveilles d'art, son travail et la fécondité de son sol.

Et les Anglo-Américains s'y emploient de leur mieux. Puisque le bon sens n'a plus de tribune assez retentissante, résignons-nous. Il est dans l'ordre éternel des choses que la bêtise obstinée, ce luxe de la démocratie, se paye.

LES EMPRUNTS MOTIVÉS

De naïfs contribuables pouvaient se demander encore, ô candeur ! pourquoi on avait entendu, après l'Armis-

tice, tant d'éloquentes et vertueuses vitupérations de l'inflation gratuite cependant que les absurdes, les folles, les ruineuses émissions d'emprunts avaient une si prônante tribune et une presse si laudative. Ces simples chiffres qui viennent d'être fournis par le ministre des finances expliquent tout.

Voici ce qu'ont coûté les divers grands emprunts en commissions payées aux intermédiaires et frais de publicité :

Pour les rentes 6 0/0 : commissions, 71.083.248 francs ; publicité, 7.962.182 francs ;

Rentes 3 1/2 0/0 amortissables : commissions, 1.494.076 francs ; publicité, 970.000 francs ;

Rentes 5 0/0 amortissables 1920 ; commissions, 33.242.660 francs ; publicité, 5.241.485 francs ;

Pour les rentes 7 0/0 1924, emprunt contracté aux États-Unis, il fut traité à forfait : commissions et publicité pour 5 millions de dollars, soit 170 millions de francs.

Enfin, pour les rentes 4 0/0 1925 à garantie de change, la liquidation des commissions de banques et d'intermédiaires n'est pas terminée ; on évalue les commissions à 37 millions environ ; la publicité a coûté 7.176.843 francs.

En voulez-vous des millions, des milliards ?...

Aussi, nos gouvernants n'ont-ils renoncé à d'aussi agréables pratiques que parce que, les gogos ne répondant plus aux appels patriotico-tapeurs, il était devenu impossible de les continuer.

C'est vraiment dommage. Tout le monde y gagnait : politiciens, journalistes, courtiers de toutes sortes, banquiers, électeurs assoiffés, etc., avaient, à chaque émission, 50, 80, 170 millions de francs à se partager. De plus, tous les Français se préparaient à être rentiers. Doux rêves envolés !...

MAIS L'ON RECOMMENCE...

Vous savez, la p'tit' cot'rie,
L' couplet d'à côté,
C'est d' la colle et d' la...

Ainsi chantait élégamment M. Jean Richepin quand il était touranien.

La démocratie n'abandonne pas ses rêves. Ils sont sa substance.

Sous de multiples formes, toutes plus ingénieuses les unes que les autres, d'une façon plus ou moins occulte, on n'a pas cessé d'emprunter.

En voici un cas savoureux que la gazette *Aux Écoutes* citait dernièrement :

« En débarquant sur le port de Marseille, M. Alexandre Varenne a connu que l'emprunt lancé par lui en Indochine avait été, en quinze jours, couvert deux fois. Le vice-roi s'en montra satisfait.

« Comment le vice-roi n'eût-il pas été satisfait puisqu'il touche 1 0/0 de l'emprunt et quand la piastre est à 20 francs, n'est-ce pas ? c'est un joli cadeau que lui fait là la République.

« Les emprunts indochinois sont toujours couverts deux fois en quinze jours. Et voici comment on s'y prend pour obtenir des souscripteurs un zèle merveilleux et constant.

« Dans chaque commune, les administrateurs fixent le chiffre des souscriptions que doit, et coûte que coûte, réunir le fonctionnaire indigène ou mandarin. On recense précisément les têtes de bétail et les terres que possèdent les agriculteurs et on les force à verser une certaine somme.

Cette opération faite, il est commun que le souscripteur « volontaire » se trouve extrêmement gêné. Il n'a dès lors qu'une ambition : revendre au plus tôt ses titres.

« C'est à ce moment que survient la bande des banquiers marrons et des « notaires » qui achètent à vil prix ce que « l'indigène patriote » a payé au pair.

« De scandaleuses fortunes se sont ainsi édifiées. Tous les

Indochinois le savent. Les gouvernements le savent aussi. Tout le monde se tait. »

Il y a aussi de nombreux emprunts à l'étranger *avec gages solides*. La France est vendue par morceaux. Et c'est ainsi que le régime tient.

Néanmoins, seuls les grands emprunts publics contentent tout le monde et le Père.

Le gouvernement s'était assuré une majorité parlementaire avec les 45.000 francs qui inaugurèrent « la politique d'économie » ; mais il restait à se concilier la presse, les banques, les meneurs de comités.

C'est ainsi que nous eûmes la cocasse « *Émission par la Caisse autonome de gestion des Bons de la défense nationale, d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette publique* ».

Il faut avoir ce texte sacré sous les yeux pour le croire. Le premier acte de la fameuse Caisse d'amortissement, solennellement consacrée à Versailles, aura donc été... un emprunt nouveau.

J'en conviens, cette farce inouïe fut présentée avec quelque habileté.

On prétendit qu'il s'agissait d'un emprunt de consolidation dont les « avantages » devaient être réservés « aux seuls porteurs de Bons de la défense nationale ». Mais, sur les prospectus, les annonces et les affiches, on ajoutait insidieusement : « Si vous n'avez pas de Bons, souscrivez-en pour les échanger. »

A supposer même qu'aucun gogo n'ait suivi ce conseil, cet « emprunt d'amortissement » a augmenté la part de 3 milliards de la Dette publique et la charge afférente des arrérages d'au moins 25 0/0.

En effet, la prime *minimum* de remboursement pour l'obligation de 500 francs est de 100 francs, et l'intérêt *minimum* promis est de 7 0/0, c'est-à-dire de 1 et 2 0/0 supérieurs à ceux des Bons. Sans compter les 100 mil-

lions de commissions et de publicité qu'aura coûté l'émission. Mais cela, c'est la manne démocratique.

Il a bien été annoncé que les sommes nécessaires seront prélevées sur les bénéfices de l'exploitation du monopole des tabacs ; mais qui ne voit que c'est, en réalité, sur les recettes futures de l'État ? Résultats, comme pour tous les Emprunts : diminution de recettes, augmentation de charges, entraves à la production générale, appauvrissement. Le génie parlementaire ne fait pas de miracle. Il est tout dans le camouflage. Mais là, on doit le reconnaître, c'est un as.

RATIFIONS...

Me voilà donc, moi aussi, converti à la nouvelle parole. Comme tant d'autres !...

En vérité, l'apostolat du dollar est irrésistible.

Néanmoins, si je me rends, c'est pour d'autres raisons que celles qui ont persuadé la plupart des néophytes.

Avec eux, certes, je dis : ratifions, et tout de suite, engageons-nous, par-devant le solennel tribunal de la Société des nations, à payer pendant 62 ans l'inique tribut qui nous est imposé, Car si nos soldats ont gagné la guerre, nos gouvernants ont perdu ou vendu la paix. Il faut payer.

Soit ! Mais à une condition, une seule, irréductible. C'est que les banquiers et les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne nous communiqueront la liste complète des ratifieurs convaincus par les arguments solides — j'entends tous les arguments : argent, participations diverses, places dans les conseils d'administration, etc. — qui ont amené tant de fiers Sicambres à courber le front : journaux, publicistes, politiciens, délégués aux Conférences et aux Commissions, fonctionnaires de toutes sortes.

Sans doute, cela entraînera encore des frais considérables : des milliers de poteaux et de potences à dresser. Mais la démocratie est une maladie plus onéreuse encore et plus pernicieuse que l'alliance anglo-américaine. Aussi faut-il payer largement pour en guérir.

Malheureusement, j'en ai peur, ce sont nos créanciers qui, dans ces conditions, n'accepteront point les conventions et préféreront nous avoir jusqu'à la consommation des siècles pour débiteurs honoraires.

L'INERTIE COMPLICE

De Bonaparte, ces lignes qui semblent écrites pour définir la situation présente :

« Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir ; lorsque, cédant tour à tour à l'influence des partis contraires et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'État n'est plus gouverné ; lorsque, enfin, à sa nullité au dedans, l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir aux yeux d'un peuple fier, je veux dire *l'avisement au dehors*, alors une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et, promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver.

« Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein ; mais, quelquefois, il tarde de paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu ; il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là, toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées impuissantes ; *l'inertie du grand nombre protège le gouvernement nominal*, et, malgré son impéritie et sa faiblesse, les effets de ses ennemis ne prévalent pas contre lui. Mais que ce sauveur, impatientement attendu, donne tout à coup un signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle. Les obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple, volant sur son passage semble dire : Le voilà ! »

Nous nous attardons, hélas ! à la période d'inertie. Et rien n'annonce le Restaurateur de l'ordre.

L'INDUSTRIALISME EN FOLIE

Au cours d'un discours prononcé au Congrès de la Route, qui s'est tenu à Milan en septembre, M. Bressey, ingénieur en chef du ministère des Transports britanniques a déclaré que si l'on continue à produire une quantité d'automobiles égale à celle d'aujourd'hui, soit 200.000 par an, toutes les routes du monde seront encombrées dans une décade.

A cette époque, déclara l'orateur, on comptera 11 véhicules par kilomètre de route.

Mais les aliments manqueront.

LE GRAIN QUI LÈVE

Un des chefs du bolchévisme, M. Boris Souvarine dénonce, dans *la Révolution prolétarienne*, le redoutable développement de la criminalité en Russie. Les ignorants, les sots et les fanatiques peuvent seuls en être surpris. Mais il était bon que cela fût dit par un disciple de Lénine et de Trotsky.

« Beaucoup plus grave et importante est l'épidémie de *khouliganstvo*, d'apachisme.

« Le voile fut déchiré à propos de l'affaire de la ruelle Tchoubarov, de Léninegrad : quarante ouvriers s'étaient saisis d'une jeune étudiante pour la violer à tour de rôle. Cette ignominie provoqua une indignation contraignant les autorités à découvrir le mal et à le combattre. La presse ouvrit des rubriques de lutte contre la vague d'apachisme, révéla des faits, des chiffres. Le *Troud* du 15 septembre écrit : « *Les crimes de cette sorte ne sont pas du tout rares ces derniers temps* » ; et il cite des exemples : à Rostov, six voyous (garçons et filles) organisent le viol d'une jeune fille, leur camarade, sous prétexte que la « morale prolétarienne » doit considérer la virginité comme une honte ; à Kharkov, neuf vauriens sont jugés pour viol ; à Elchank (province de Stali-

negrad), douze violent une jeune fille dans la rue ; à Tsarit-sino, près de Moscou, onze cheminots violent une vierge de dix-neuf ans, etc. « *En R. S. F. S. R., pour le premier trimestre de l'année, on a enregistré 15.000 cas de criminalité. Ajoutez sans risque à cela 100 % de cas non enregistrés. Car la milice ne réussit pas à attraper tous les apaches.* » En six mois, 12.000 cas enregistrés à Léninegrad ; 312 cas dont 40 % d'ouvriers à Rostov ; en huit mois, 2.257 cas à Voronège et 4.835 cas dans la province de cette ville, soit 900 cas par mois 30 par jour. La progression de la criminalité est vertigineuse ; le *Troud* du 18 septembre signale : pour la province ouvrière d'Ivanovo-Vosnessensk, 763 cas en 1924, 1.661 cas en 1925, 4.438 cas en 1926 ; pour la province d'Iaroslav, 7.687 cas en 1924-1925, 14.466 cas en 1925-1926. Arrêtons-nous, car ce n'est pas le sujet de l'article, mais nous devons évoquer la question à propos des procédés sauvages mis en œuvre pour écraser l'opposition, au moment où les ouvriers révolutionnaires disent couramment que le *khouliganstvo sévit dans le Parti lui-même.*

« La *Pravda* du 23 septembre annonçait que sur dix-neuf coupables arrêtés dans l'affaire de Tchoubarov péréoulouk (sur 40), il se trouvait neuf membres des Jeunesses communistes et un membre stagiaire du Parti, donc 50 %. Proportion à peine croyable... Après avoir stupidement préconisé de décupler la répression, la presse a dû reconnaître que le mal réside dans la démoralisation de la classe ouvrière et exige d'autres remèdes que la peine de mort. Certes, l'amoralisme et l'immoralisme — dont les cadres du Parti donnent l'exemple — précipitent la démoralisation, née d'autres causes. »

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

Un programme de restauration sociale : La Tour du Pin précurseur, par JEAN RIVAIN, un vol. in-16 de xv-218 pages, 12 fr, (Société d'édition *Le Livre*).

Un positiviste ne peut que donner son adhésion à ce programme de restauration sociale. Les idées de La Tour du Pin s'accordent avec celles d'Auguste Comte. C'est que ce conservateur ne veut conserver que pour améliorer. C'est que ce catholique fervent est un esprit positif. Dans sa préface, M. Léon Bérard l'indique bien : « C'est un réaliste qui croit moins à la vertu des pactes constitutionnels qu'aux leçons de l'expérience. S'il creuse la notion du pouvoir, c'est en psychologue, non pas en métaphysicien. Il tient que nous ne saurions parvenir, par des constructions juridiques, si savamment ordonnées soient-elles, à la conciliation pratique de l'ordre et de la liberté. Peu abondant en aphorismes, il laissera celui-ci, qui suffit à montrer comment et à quel point son esprit s'oppose à l'esprit du siècle : *L'homme ne naît pas avec un certain droit à gouverner les autres, mais avec un droit certain à être gouverné.* »

La conception que le marquis La Tour du Pin La Charce avait de la propriété est toute positive. Elle bat en brèche l'absolutisme du jurisme romain. Le propriétaire, le capitaliste ne sont que les administrateurs des biens qu'ils détiennent. Car « sociale dans sa source, comme l'énonçait Comte, la propriété doit être sociale dans sa destination ».

M. Jean Rivain, pour suivre le maître dont il expose la doctrine régénératrice, va plus loin que ses amis de *l'Action française*. Il a raison. Comme l'a dit La Tour du Pin, « l'œuvre de restauration politique serait bien vaine si elle ne se rattachait instamment à celle de la restauration sociale ». Il n'y a pas de

solution partielle. Quelle que soit l'étiquette gouvernementale, l'anarchie sociale ramènera nécessairement l'anarchie politique. Et ce sera encore la ploutocratie dissolvante, dont le vice essentiel est bien « de faire du lucre seul la source de l'élévation sociale et de l'oisiveté le signe de la fortune acquise ».

La Tour du Pin a bien vu que le plus virulent ferment de décomposition est le parasitisme social.

« La loi fondamentale de l'économie sociale, dit-il, est la consommation productive... Cette loi n'est autre que celle qui veut que le grain de blé pourrisse en terre pour se reproduire au décuple, que toute production ne soit qu'une transformation et par conséquent le produit de la consommation d'un objet ou de la consommation d'une force et que rien ne soit ainsi perdu. C'est la loi du travail, celui de la nature aussi bien que celui de l'humanité qui en dispose mais n'en peut changer la loi... On conçoit donc très bien que la consommation improductive soit une anomalie, une dérogation à la loi de nature et qu'elle doive engendrer des désordres dans le développement de la civilisation matérielle qui ne repose que sur l'excès de la reproduction... Une classe d'oisifs est une classe parasite et si l'oisiveté devient héréditaire dans certaines familles, ces familles deviennent à charge à la nation. »

Malheureusement, cette loi du travail est de plus en plus transgressée ou méconnue. Pour lui rendre sa vigueur, il faut une réforme profonde de la propriété et du crédit. Le crédit n'implique pas nécessairement l'usure. Il est un merveilleux stimulant de l'activité productrice, l'usure paralyse, stérilise. Quand « la bienfaisance du crédit a été dépassée par la malfaisance de l'usure », c'est « la faillite, la ruine ».

Notre ochloploutocratie ne peut que développer cette malfaisance. Son essence est la démagogie, qui est la coalition des intérêts particuliers contre l'intérêt général. Tous les partis, qui font nécessairement appel au nombre, développent le parasitisme social.

Parmi les cent cinquante volumes de la Bibliothèque positiviste au XIX^e siècle, Comte a inscrit le vieux Catéchisme de Montpellier. M. Jean Rivain rappelle que ce catéchisme, suivant la pure doctrine de l'Église, condamne le prêt à intérêt, l'usure, comme un « vol du riche sur le pauvre ». Il ajoute : « L'individu

oisif ou la famille oisive qui touche ses rentes sans se reconnaître d'obligations sociales en échange ni de services à rendre est un foyer de consommation improductive, de perte pour la société, et pratique ainsi l'usure. En dénonçant cette usure, l'Église n'a fait que définir une des formes les plus nuisibles du parasitisme social. »

La rente foncière, la rente industrielle ne sont pas toujours de l'usure : elles rémunèrent une participation quelconque à la production, elles représentent une prime d'assurance contre le risque. Il n'en est pas de même de la rente d'État. Elle ne favorise que la gabegie. Le capital confié à l'État est retiré à la production pour être employé à entraver, paralyser la production. « Le taux de la rente de l'État, écrit La Tour du Pin, est en raison d'une progression géométrique appliquée à la destruction du capital national. »

Le système électif et parlementaire ne se soutient que par un formidable gaspillage. C'est ainsi que l'emprunt devient une nécessité. Le génie financier consiste à trouver des formes d'emprunt nouvelles. La grande pensée de M. Poincaré, l'emprunt d'amortissement, est la merveille du genre. Mais ce n'est pas une solution.

« Quand un problème se montre à ce point insoluble, écrit M. Jean Rivain, il n'y a plus qu'à en modifier les données... Ce n'est pas le budget de l'État, ce gouffre, qu'il faut combler, c'est cent mille communautés françaises qu'il faut promouvoir, possédant chacune leur budget et leur bien propre, et relevant à des titres divers du domaine public... Si le pays tout entier est poussé sur une pente fatale qui aboutit à la banqueroute, aucun expédient de trésorerie ne peut prévaloir. Le nœud de la question est d'obtenir un changement de pente dans l'ordre de l'économie nationale. Une organisation sociale de la production réaliserait ce changement de pente. »

Mais M. Jean Rivain propose lui-même un expédient de trésorerie, qui n'est encore qu'un emprunt déguisé : la vente des monopoles. Au surplus, ce n'est qu'une tactique politique, qui rappelle le guillotiné par persuasion, pour amener l'État électif à faire harakiri c'est-à-dire à renoncer à son plus efficace moyen de corruption électorale. Ce n'est pas l'orientation nouvelle de l'économie sociale que demandait La Tour du Pin. Celle-ci exige la suppression des monopoles fiscaux.

« Ni trafiquants d'or, ni marchands de crédit, dit encore M. Jean Rivain ; mais vendeurs d'or, fournisseurs de crédit et par là capables d'imposer bientôt aux banques l'organisation du crédit. » C'est demander aux vendeurs d'or, aux fournisseurs de crédit, en un mot à la bancocratie de se ruiner et d'abdiquer. Tant qu'une absurde superstition confèrera à l'or seul la fonction monétaire qu'il ne peut remplir congrûment, le crédit comme la monnaie seront accaparés et monopolisés. L'agio, l'usure continueront à paralyser la production, le parasitisme social s'aggravera, et le travail, de plus en plus avili, sera exploité de plus en plus.

Un programme positif de restauration sociale comporte d'abord une révolution monétaire.

Côté politique, La Tour du Pin écrit : « Le pouvoir souverain souffre des limites, mais il ne souffre pas de partage. » Surtout avec la ploutocratie.

Côté économique, le salariat assujéti à la loi de l'offre et de la demande paraît à La Tour du Pin « une catégorie historique » que seule l'anarchie économique au XIX^e siècle a pu permettre. Et le moteur principal de cette anarchie, c'est précisément un système monétaire qui subordonne les directions essentielles de la société aux intérêts particuliers aveugles, antagoniques, voire étrangers, qui ont pu accaparer le métal fétiche.

La théorie du salaire qu'expose La Tour du Pin est celle de Comte même : « Il faut faire entrer dans l'évaluation d'un juste salaire le décompte des années d'enfance, de souffrance, de vieillesse, qui prennent près de la moitié de la vie humaine, les chômages et les accidents, les besoins de la femme et des enfants non capables de gagner eux-mêmes leur vie. » Et M. Jean Rivain ajoute judicieusement : « Une industrie ne remplit pas ses fonctions si elle ne se soucie pas de faire vivre ses ouvriers du présent, si elle sacrifie avec les familles professionnelles les meilleurs ouvriers de l'avenir. La production de cette industrie se résout par une perte sociale en hommes que ses bénéfices en argent ne sauraient compenser. » Oui, sans doute ; mais le moyen de déterminer l'industriel à considérer l'amélioration de ses ouvriers, et même l'extension de sa production, plutôt que le gain en argent tout-puissant ?

Comme on le voit, ce programme de restauration sociale n'a

qu'une lacune. Elle est importante, il est vrai; mais M. La Tour du Pin a établi ce programme bien avant la guerre et, alors, le problème monétaire ne se posait pas avec tant d'éclat. Aujourd'hui, il faut le résoudre.

Si la raison et le souci de l'intérêt national étaient seuls en jeu, il serait vraiment inconcevable que je sois le seul à voir ce qui est aussi clair ou à l'indiquer sans détour.

Mais il ne faut pas s'illusionner. Si la France, vraiment, n'a plus assez d'énergie ni d'intelligence pour s'affranchir de l'or, elle sera de plus en plus vassalisée, asservie, ruinée, abêtie. Et cela ne se terminera pas par un hosanna.

G. D.

La Littérature chrétienne primitive, par G. A. VAN DEN BERGH VON EYSINGA, un vol. in-16, de 236 p., 10 fr. 50 (Rieder, éd.).

L'auteur s'est proposé d'étudier, à la lumière de la critique exégétique, « la littérature chrétienne primitive ». Il entend par là, non seulement les vingt-sept écrits canoniques, mais tout ce « qui a vu le jour jusqu'aux environs de l'an 180, date à laquelle Irénée écrivit son ouvrage contre les hérésies » et quand la formation de l'Église catholique paraît achevée.

Cet ouvrage témoigne de beaucoup d'érudition. Mais, pour un esprit positif, tant de recherches sont vaines. L'Église catholique est un grand fait historique. Il suffit de le reconnaître et de constater l'œuvre merveilleuse de civilisation qu'elle a accomplie. D'autre part, cet épiluchage méticuleux des textes religieux peut avoir même le grave inconvénient d'enlever à la sage discipline de l'Église les âmes qui ont encore des besoins théologiques. Tant que les incroyants n'auront pas constitué une spiritualité positive efficace, leur devoir est d'appuyer, au lieu d'affaiblir, celle qui subsiste. C'est là le vrai positivisme.

G. D.

A moi-même, manuel de vie stoïcienne écrit par l'Empereur MARC AURÈLE ANTONIN pour lui-même, avec une préface du Dr GUSTAVE LOISEL, un vol. de xxxiv-326 p., 15 fr. (Éd. *Fides Ars Scientia*).

En publiant cette nouvelle édition des « Pensées » de Marc Aurèle, M. le Dr G. Loisel, directeur d'études à la Sorbonne, s'est proposé d'en tirer une doctrine qu'il souhaiterait de voir enseigner dans nos écoles.

Il y a mieux pourtant. Je ne puis mieux faire pour le montrer que de reproduire « le tableau de la doctrine stoïcienne de Marc Aurèle et des douze livres de son Manuel » donné par M. le Dr Loisel lui-même :

I. — PRINCIPES DE VIE MORALE

« 1^o Dans la nature universelle, une *Ame unique* (Intelligence, Raison, Esprit souverain, Zeus, Dieu), principe spirituel d'unité, d'ordre, d'harmonie et de beauté dont l'Énergie infinie est la Loi (la Providence) qui gouverne tous les êtres du Ciel et de la Terre et les enchaîne les uns aux autres en un grand Tout, éternellement jeune et actif, qu'on appelle le Cosmos ou Monde universel.

« 2^o Dans l'Homme, partie constituante du Cosmos, une *âme pensante* émanée de l'âme universelle, principe spirituel d'intelligence, de raison et de volonté donnée à chacun pour gouverner sa vie et constituée pour vivre en société, — pour commander à son corps, — pour réfléchir avant d'agir.

« 3^o Dans la vie, la *Vertu*, activité de l'âme pensante conforme à la Loi de sa propre constitution et de la Nature universelle, principe créateur du Bien et du Perfectionnement de la nature humaine.

II. — PRATIQUE DE VIE MORALE

« Trois vertus cardinales : Liberté, Justice, Solidarité.

« Trois vertus ordinales : Courage, Confiance, Amitié.

III. — PERFECTIONNEMENT DE VIE MORALE

« 1^o Retour aux principes et au culte de la raison pour ranimer son âme et la ramener à la Vertu.

« 2^o Retour à sa vie pour l'examiner, la redresser et la perfectionner.

« 3^o Retour à la vie universelle enfin pour comprendre la mort, la voir arriver sans crainte et l'accepter dans un parfait accord avec sa raison et la Loi du Cosmos. »

Comme on le voit, ces rudiments de synthèse sont imprégnés de finalisme, de fatalisme, d'une nébuleuse métaphysique. Il y a aussi beaucoup de confusion. Par exemple, celle de la « loi » et de la « providence ».

Il semble que celui qui fut surnommé « le Véridique » ait été plus sage que ses admirateurs trop ardents. Ses méditations constituaient surtout une gymnastique de dressage du caractère. Le titre même de son ouvrage suffit à l'attester : *A moi-même*. On ne construit pas un temple pour soi-même. Le nom de Marc Aurèle figure dans le calendrier positiviste, en doublure, et son livre fait partie de la bibliothèque positiviste avec ceux des grands moralistes. C'est honorer l'homme et l'œuvre comme il convient. Mais, je le répète, il y a des directions plus sûres et plus efficaces.

Certes, on lira toujours ces fortes sentences avec leurs belles exhortations à bien vivre et à bien mourir. Mais d'autant plus fructueusement qu'on s'appuiera sur une base moins fragile et qu'on aura des vues plus larges et plus positives que celles de l'égotiste et sophistique « doctrine » stoïcienne.

En évoquant certains actes de la vie de celui qui avait pris le manteau de philosophe dès l'âge de douze ans et dont Taine a pu dire qu'il fut « l'âme la plus noble qui ait vécu », on peut mesurer l'effet réel des prédications morales et des divagations métaphysiques.

Car sa haute sagesse verbale n'empêcha point Marc Aurèle d'être superstitieux, même pour son temps, avec exagération.

Dans son *Histoire des Romains*, Victor Duruy écrit : « C'était l'homme qui, par une singulière réunion de défauts et de qualités contraires, se montrait, sans hypocrisie, dans ses méditations, le philosophe le plus dégagé des liens confessionnels

et, dans sa vie publique, le plus superstitieux des princes. Nul ne fatiguait les dieux par de plus fréquents sacrifices ; on faisait courir une supplique des victimes : « A Marcus César, les bœufs blancs. C'est fait de nous, si vous revenez vainqueur. »

Au demeurant, ce fut un prince médiocre.

« Il n'aimait ni les livres, dit encore V. Duruy, ni les sciences, ni l'histoire, qui lui aurait donné une vertu qu'elle communique, la tolérance ; et il ne se plaisait qu'à la spéculation pure, qui, comme un vin trop généreux, souvent enivre et aveugle... Il faut dire aussi que, séduite par cette pureté, l'histoire fait à cet empereur une place trop grande. Dans ce règne de dix-neuf ans, on ne trouve ni institutions nouvelles, ni bonne guerre, ni bonne paix ; seulement un grand livre. C'est assez pour le penseur, c'est trop peu pour le chef d'empire. »

Ses propres préceptes qui exaltent les vertus du caractère n'ont pas fortifié en lui celles du chef. Il est faible, il est sot, comme l'est un intellectuel, c'est-à-dire suprêmement. D'une sottise ennuyeuse, pédante et, comme l'a dit A. Comte, qui lui a assigné exactement sa place dans le panthéon positiviste, quelque peu vaniteuse. Marc Aurèle peuple le palais et nomme aux places des rhéteurs, des incapables, des indignes qui flattent sa manie logomachique. Son meilleur général, Cassius, écrit : « Marcus est sans doute un homme de bien ; mais, pour faire louer sa clémence, il laisse vivre des gens dont il condamne la conduite... Marcus fait de la philosophie ; il disserte sur la clémence et sur l'âme, sur le juste et l'injuste, et il ne pense pas à la république. »

Cela fait songer au mot du grand Frédéric : « Si j'avais un peuple à punir, je le ferais gouverner par des philosophes. » Il est vrai que, depuis, il y a eu pire : les politiciens.

Marc Aurèle fut-il un mari ridiculement aveugle ? A-t-il vraiment ordonné ou seulement permis la persécution des chrétiens ? M. G. Loisel nous promet de faire, dans un prochain ouvrage, la démonstration du contraire. Attendons.

Mais, quoi qu'il en soit, il restera à la charge de Marc Aurèle la faute inexpiable d'avoir, par vanité paternelle, renoncé au système de cooptation par adoption qui, depuis

quatre-vingt-trois ans, avait fait ses preuves en fournissant la brillante série des Nerva, Trajan, Hadrien, Antonin...

« Si donc, fait remarquer V. Duruy, Marc Aurèle avait eu un ferme esprit politique, il aurait « sacrifié, comme disait « Auguste, ses affections paternelles au bien public », et laissé son pouvoir à quelque consulaire éprouvé ».

C'est ainsi que, malgré ses mauvais instincts et son extrême jeunesse, Commode fut « le premier empereur né dans la pourpre ».

Avec tant de philosophie dans sa tête, voire dans sa vie privée, mais si peu dans ses principaux actes publics, Marc Aurèle est responsable des conséquences funestes, non seulement de la cruelle et inepte tyrannie de son fils Commode, mais encore de tout ce que Rome et l'Humanité ont eu à souffrir des vicieux modes de transmission des pouvoirs que sont l'élection imbécile, fatalement désastreuse, et l'hérédité hasardeuse.

L'enseignement de l'œuvre et de la vie de Marc Aurèle ne me semble donc pas particulièrement s'imposer. Il y a des doctrines plus sûres et des types d'homme plus complets à proposer aux jeunes gens d'aujourd'hui.

G. D.

La Voix de Jérusalem, par ISRAËL ZANGWILL, traduit de l'anglais par ANDRÉE JOUVE, un vol. in-16, de 308 p., 12 fr. (F. Rieder).

Zangwill vient de mourir. C'était le plus célèbre des écrivains juifs. Mais Israël n'a jamais manqué de prophètes. En France, il nous reste MM. André Spire et Léon Blum.

Naturellement, ce dernier livre de Zangwill veut être une apologie passionnée du Judaïsme. Jusqu'à la candeur. Ainsi : « Il est possible que la haine du Juif qui, autrefois, prétendait être religieuse, qui, aujourd'hui, avoue des raisons économiques et sociales, n'ait jamais été qu'une haine de races. *La haine pour un peuple supérieur, parce que soit par un accident climatique ou une fantaisie biologique, soit par un choix providentiel, il partage avec les anciens Grecs l'hégémonie des races ; parce qu'il surpasse même les Grecs du*

fait qu'il survit toujours avec une vitalité et une force de renouvellement inépuisables.»

En définitive, ce que Zangwill croyait une apologie est réellement, pour un esprit positif, un terrible acte d'accusation, comme jamais n'a pu en dresser le plus fanatique antisémite. Zangwill exhale le sombre délire des prophètes, toute la barbarie idéologique, la frénésie du chaos, la furieuse mystagogie métaphysico-anarchique qui s'acharnent depuis cinq siècles à défaire la civilisation occidentale. Zangwill a raison : la démocratie dissolvante est essentiellement juive.

Ce livre est un précieux document. Il nous décèle et nous fait comprendre cette formidable haine de l'ordre — de tout ordre positif — qui est la flamme négatrice et destructrice dont brûle éternellement l'âme juive.

G. D.

Nouveaux riches et nouveaux pauvres, par L. РОЧА, une plaquette in-18, de 72 p., 4 fr. (*La Pensée française*).

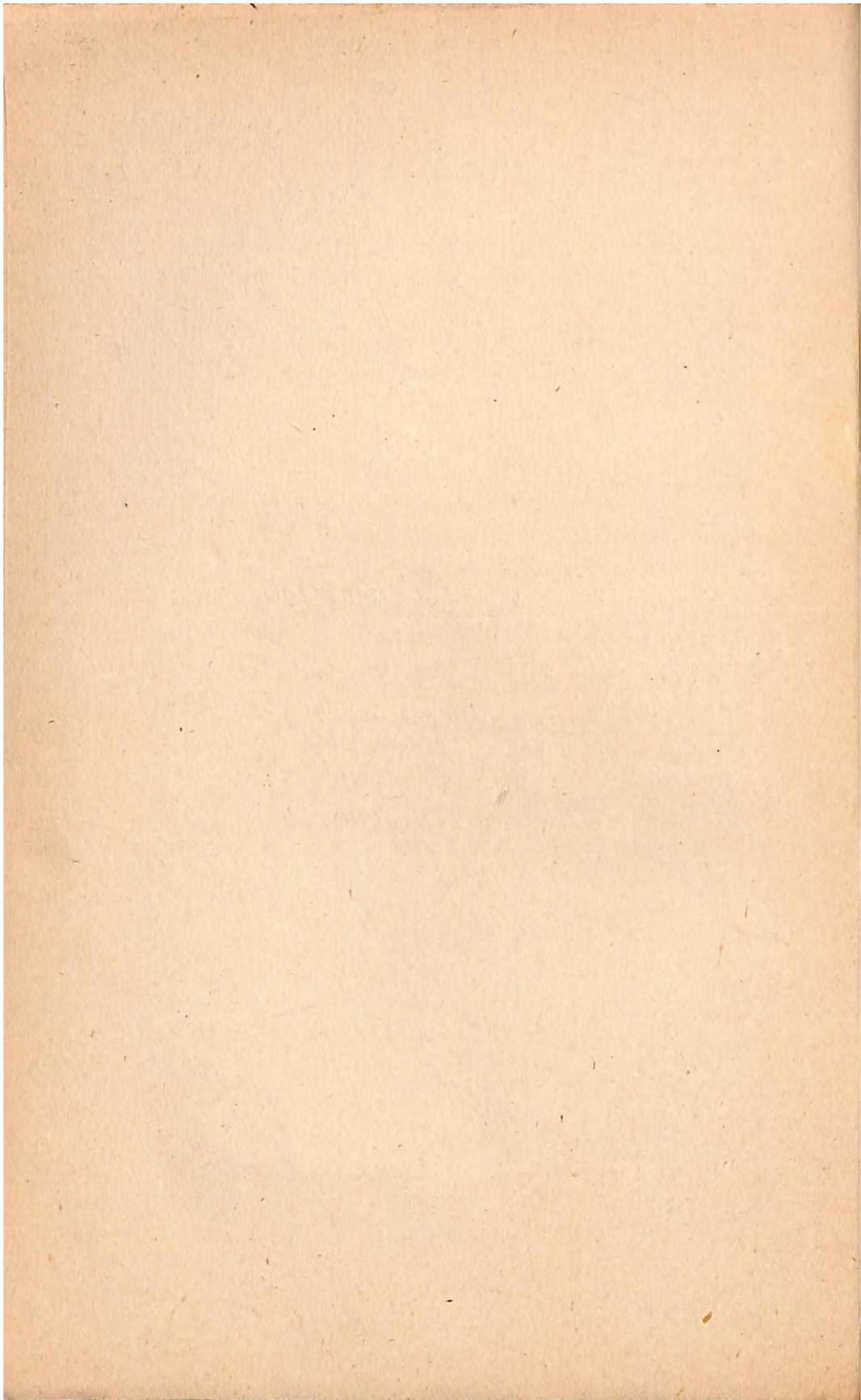
Grave sujet. Mais l'auteur l'a traité en journaliste, c'est-à-dire superficiellement.

Négligeant les munitionnaires qui ont édifié des fortunes scandaleuses grâce à l'incurie complice de nos administrateurs et de nos gouvernants, l'auteur ne considère comme « nouveaux riches » que les ouvriers. Les « nouveaux pauvres », ce seraient les classes moyennes.

Il y aurait trop à reprendre ici. C'est là une question dont M. Rocha ne paraît pas soupçonner la complexité. Je lui ferai seulement remarquer ceci : Tant que les classes moyennes perturbatrices resteront surencombrées, c'est qu'elles ne seront pas assez pauvres, et tant que la main-d'œuvre ouvrière et surtout agricole sera insuffisante, c'est qu'elle ne sera pas assez rémunérée et estimée.

G. D.

Le Puy-en-Velay. — Imprimerie *LA HAUTE-LOIRE*



///

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les Œuvres complètes d'**Auguste Comte, Pierre Laffitte** et **Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de viii-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16. 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Em. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 400 pages. 1923. (Librairie Em. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50